

**ARRÊTÉ**  
**actualisant les prescriptions applicables au parc éolien**  
**exploité par la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE**  
**à GRENEVILLE-EN-BEAUCE**

**La Préfète du Loiret**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu le code de l'environnement, et notamment l'article R.181-45 ;**

**Vu le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;**

**Vu la décision ministérielle du 5 avril 2018 relative à la reconnaissance d'un protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en mars 2018 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 actualisant les prescriptions applicables au parc éolien exploité par la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE à GRENEVILLE-EN-BEAUCE ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;**

**Vu le rapport de la société BIOTOPE version 3 de février 2021, transmis par la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE à l'inspection des installations classées par courriel le 3 mars 2021, relatif au suivi de la mortalité des chauves-souris et de l'avifaune sur l'année 2020 ;**

**Vu le rapport de la société BIOTOPE version 4 d'avril 2022, transmis par la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE à l'inspection des installations classées par courriel le 13 juillet 2022, relatif au suivi de la mortalité des chauves-souris et de l'avifaune sur l'année 2021 ;**

**Vu les courriels de la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE à l'inspection des installations classées des 12 et 13 juillet 2022, mentionnant notamment la mise en œuvre effective d'un nouveau plan de bridage des chiroptères et la mise en œuvre d'un nouveau dispositif de bridage chiroptère nommé FLEXIMAUS à compter du mois d'août 2022 ;**

**Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire du 20 juillet 2022 ;**

**Vu la notification à l'exploitant du projet d'arrêté complémentaire ;**

**Considérant que la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE a reconduit le suivi environnemental en 2021 conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé à la suite des conclusions du suivi environnemental réalisé en 2020 ;**

**Considérant** que la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de suivi environnemental le 13 juillet 2022 conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

**Considérant** que le rapport de suivi de mortalité sur l'année 2021 conclut que le parc tue de manière significative à la fois des oiseaux (23 cadavres découverts) et des chauves-souris (3 cadavres découverts) ;

**Considérant** que l'exploitant propose la mise en place des mesures correctives suivantes :

- pour les chauves-souris, un bridage correctif, de 1h avant le coucher du soleil à 1h après le lever du soleil, du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre, pour des vents inférieurs à 6 m/s et des températures supérieures à 10°C. Ces modalités paraissent justifiées et proportionnées ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas reconduit le suivi environnemental pour l'année 2022 pourtant imposé par l'article 12 l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé du fait, d'une part, d'une forte mortalité d'oiseaux et de chiroptères et, d'autre part, compte tenu de la modification des conditions du bridage correctif précité ;

**Considérant** que l'exploitant mentionne, dans son courriel du 12 juillet 2022, la mise en place d'un nouveau dispositif de bridage nommé FLEXIMAUS à compter d'août 2022, afin de réduire les pertes de production liées à l'extension de la période de bridage ;

**Considérant** que ce dispositif de bridage FLEXIMAUS doit faire l'objet d'un suivi d'efficacité sur un cycle biologique complet au travers d'un suivi environnemental conforme au protocole susvisé ;

**Considérant** que le rapport de suivi de mortalité de la société BIOTOPE susvisé mentionne une forte prédations des cadavres d'animaux touchés par le parc éolien ;

**Considérant** qu'en conséquence le suivi de mortalité doit être renforcé au cours des mois d'août et septembre, période de forte activité et sensibilité de la biodiversité ;

**Considérant** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la protection des enjeux visés par le code de l'environnement, et qu'en vertu de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**Considérant** qu'au vu des impacts significatifs du parc éolien exploité par la S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE sur l'avifaune et les chiroptères, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement et d'actualiser certaines prescriptions applicables à l'ensemble des installations ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Champ d'application**

La S.A.S. ÉOLIENNES DE GRENEVILLE (siège social : 27 Quai de La Fontaine, 30900 NÎMES), ci après dénommée exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien implanté sur le territoire de la commune de GRENEVILLE-EN-BEAUCE.

## **Article 2 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité)**

### **Protection de l'avifaune et des chiroptères**

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2021 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

Outre les dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant fait procéder dans l'année suivant celle de la notification du présent arrêté au suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, ainsi qu'un suivi d'activité des chiroptères, conformément aux dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018.

L'exploitant effectue un suivi de mortalité comprenant deux passages par semaine du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre, l'année de notification du présent arrêté.

L'exploitant effectue un suivi de mortalité comprenant à compter de l'année suivant celle de la notification du présent arrêté :

- a minima, un passage par semaine du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet et du 1<sup>er</sup> octobre au 31 octobre ;
- a minima, deux passages par semaine du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre.

L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées de tout constat de mortalité d'une espèce sensible. Le rapport d'incident est transmis dans les 15 jours suivant le constat de mortalité précité.

Pour l'avifaune, sous 1 mois à compter de la réception des résultats du suivi de mortalité mené dans l'année de notification du présent arrêté, en cas de poursuite d'une mortalité significative, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, des propositions de mesures correctives.

Le cas échéant, sous 1 mois à compter de la réception du rapport de suivi environnemental mené dans l'année suivant celle de la notification du présent arrêté, en cas de poursuite d'une mortalité significative, la transmission de propositions de mesures correctives, à l'inspection des installations classées, est reconduite.

Dans le même temps, dès la notification du présent arrêté, un bridage consistant en l'arrêt des huit aérogénérateurs est mis en œuvre comme suit :

- du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre, de 1h avant le coucher du soleil à 1h après le lever du soleil, si la vitesse de vent est inférieure à 6 m/s et la température est supérieure à 10°C (valeurs mesurées à hauteur de nacelle).

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs à la mise en œuvre effective du bridage correctif précité comprenant, a minima, la date de mise en œuvre effective du bridage et les conditions de bridage :

- à notification du présent arrêté pour le dispositif de bridage VESTAS ;
- 15 jours après mise en œuvre effective pour le dispositif de bridage FLEXIMAUS.

## **Article 3 - Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 4 - Publicité**

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 5 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret et l'Inspecteur de l'environnement en charge des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLÉANS, LE 29 AOÛT 2022

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Benoît LEMAIRE



### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, à la Cour Administrative d'Appel de Versailles, 2 esplanade Grand Siècle, BP 90476, 78011 VERSAILLES :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

La Cour Administrative peut également être saisie par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires- Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.